

« Nous ne voulons aucun Tutsi dans Uvira » : que se passe-t-il dans la ville tombée aux mains des milices ?

par Ethan Lumoo Buuma avec notre correspondant à Uvira | 20 septembre 2025 | Fact-checking

Le 10 septembre 2025, des miliciens Wazalendo ont donné 10 jours aux Tutsi pour quitter la ville d'Uvira sous peine de mort. African Facts revient sur les deux semaines de tension extrême et d'affrontements entre les milices et les autorités de Kinshasa qui ont précédé cet ultimatum et fait le point sur la situation actuelle dans la seconde ville du Sud Kivu.

« Nous donnons dix jours aux Tutsi d'Uvira. Tous les Tutsi d'Uvira, retournez chez vous. Dans dix jours, ne dites pas que l'on ne vous a pas prévenus. Ne dites pas que l'on vous chasse pour vous voler vos biens. Prenez-les avec vous. Si vous pouvez mettre votre maison dans un camion, prenez-la et retournez au Rwanda », expose un homme dans un message audio diffusé le 10 septembre 2025 qui a suscité l'effroi. Neuf jours plus tard, militaires et des miliciens quadrillent certains quartiers. « Ce matin nous nous sommes réveillés en plein bouclage dans le quartier de Namyanda où vivent beaucoup de gens de la communauté Banyamulenge », relatait hier Muyoboke Ntabaye, président de la mutualité des Banyamulenge d'Uvira.

Depuis la fin du mois d'août, la deuxième ville du Sud Kivu est plongée dans la tourmente. Comment en est-on arrivé là ?

Durant plus de trois semaines, miliciens et militaires se sont affrontés à Uvira. En cause, la présence dans les rangs de l'armée d'officiers désignés comme Tutsi. L'enterrement de l'un d'entre eux va déclencher les premières échauffourées. La nomination d'un autre va achever de mettre le feu aux poudres et plonger la ville dans le chaos.

Premiers heurts sur fond de racisme

Un événement en apparence anodin va déclencher les hostilités entre les milices et l'armée régulière. Le 25 août 2025 se tenaient à Uvira les funérailles du colonel Patrick Ngabonziza Rusimbi, surnommé Gisore, décédé dans un accident d'avion. L'officier est issu de la communauté Banyamulenge, une population de bouviers rwandophones présents dans les hauts plateaux depuis le XVIIe siècle. Or, l'hostilité radicale à l'égard de cette communauté structure de nombreuses milices Wazalendo stationnées dans la région d'Uvira. Ces dernières dénie aux Banyamulenge le droit même d'exister au Congo et les dépeignent comme des « infiltrés », des « envahisseurs » et des « Rwandais ».

Depuis un décret présidentiel de novembre 2023, un ensemble hétéroclite de groupes paramilitaires sont désormais officiellement considérés comme des « réservistes » et désignés sous l'appellation Wazalendo (« les patriotes » en kiswahili). Dans la région d'Uvira, les Wazalendo se

composent principalement de groupes armés communautaires rassemblés sous le nom nihiliste de Biloze Bishamuke (« Que tout soit détruit » en langue kifuliru). Parmi les milices uviriennes qui en sont issues, le Mouvement des patriotes en défense des autochtones congolais (MPDAC) joue un rôle de premier plan. D'autres forces non négligeables, originaires du territoire voisin de Fizi et animé par des idées violemment xénophobes, se trouvent aussi actuellement à Uvira : la Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo (CNPSC), commandée par le général autoproclamé William Yakutumba et les Maï maï René, commandés par le général autoproclamé René Itongwa.

Lorsque le 25 août, un minibus traverse Uvira avec à son bord des membres de la communauté Banyamulenge venus du Burundi pour assister aux funérailles du colonel Gisore, la situation déraile. Les Wazalendo se rassemblent et bloquent l'avenue qui traverse le quartier de Mulongwe. « On a arrêté le bus qui venait du Burundi dans lequel il y a beaucoup de Rwandais. On veut qu'ils rentrent chez eux et s'ils ne le font pas on va les tuer. Des Banyamulenge ? Ce ne sont pas des Congolais, on va les tuer », explique un jeune Wazalendo, filmé le fusil à la main. Rapidement, l'armée régulière arrive sur place et les deux forces se font face sur l'avenue. Les habitants filment la scène. « Tout ce bus, ce sont des Rwandais. Ils ne sont pas ici chez eux. Ils n'ont pas honte de ce qu'ils nous font. Vraiment ?! Ils viennent à Uvira ?! Il faut que Dieu nous aide à propos de cette tribu », pestent encore des miliciens Wazalendo sur l'une des vidéos consultées par African Facts.

L'affrontement éclate finalement après les funérailles. Des Wazalendo ouvrent le feu à l'arme automatique sur le même minibus qui se frayait un chemin en direction du Burundi. Les auteurs de la fusillade, issus d'une milice Biloze Bishamuke et menés par un certain James Bitolo, ensanglantent la région depuis plusieurs mois et se sont illustrés par des assassinats ciblés de Banyamulenge et des atrocités diffusées sur les réseaux sociaux dont le démembrage d'un jeune homme quinze jours plus tôt.

L'armée intervient et abat six Wazalendo selon un bilan de la société civile, deux selon le ministère de l'Intérieur.

Le groupe de James Bitolo, en compagnie d'autres miliciens Biloze Bishamuke et de combattants Maï maï, va ensuite attaquer et piller l'église évangélique où ont eu lieu les obsèques du colonel Gisore. « Moi même j'étais là, parmi les gens qui ont été arrêtés dans l'Église. Ils nous tiraient dessus. Puis ils ont dérobé les caisses de boissons prévues pour la levée de deuil ainsi que des véhicules, des équipements médicaux, des téléphones, etc. », raconte Muyobokeye Ntabaye. Des vidéos que nous avons consultées et d'autres témoignages corroborent la réalité de cette attaque. « Les actes graves dans la ville d'Uvira ont commencé le 25 août et la population n'a pas la paix depuis », déplore Muyobokeye Ntabaye.

Dans un communiqué diffusé le jour même, le porte-parole du gouvernement du Sud-Kivu résume les événements à une « petite paralysie des activités dans Mulongwe » qui n'aurait causé aucun dégât et « condamne les organisateurs des cérémonies funéraires ». S'il ajoute bien « condamner » aussi « tous les messages visant à déchirer le tissu social entre communautés à travers des discours discriminatoires », il mentionne immédiatement « une guerre médiatique engagée par les rebelles [...] pour détruire le moral [des] vaillants » militaires congolais et des miliciens Wazalendo.

Les combats vont malgré tout se poursuivre dans les jours suivants. « On est unis et on vient de calmer les militaires. Il est 18h15 le mardi 26 [août 2025 NDLR], on est ici dans la montagne avec tous mes soldats », expose un jeune membre du groupe de James Bitolo qui tourne une vidéo sur les hauteurs d'Uvira au crépuscule. « On entend toujours les balles à Kavivira [quartier nord d'Uvira NDLR]. L'armée combat les Wazalendo de Rukumeta [commandant du MPDAC, décédé en juin 2025 NDLR]. Maintenant, on nous appelle pour aller à Kavivira. Je suis fatigué et malade de ça. Ce n'est pas possible que nous, les Wazalendo, ayons pris les armes pour libérer le pays et soyons maintenant attaqués par le gouvernement. Ils tuent beaucoup de combattants. On ne sait pas pourquoi. Nous sommes les enfants du pays, des patriotes ! ». Selon les informations agrégées par African Facts dans les jours

suivant l'enterrement, une trentaine de personnes auraient perdu la vie au cours de ces premiers affrontements.

Du côté des miliciens, les événements prennent une allure de croisade sous les tropiques. Des membres de Biloze Bishamuke se filment à genoux alors qu'ils entonnent une prière un peu particulière.

Nos parents et nos enfants sont en train d'être tués par les Tutsi qui avaient envahi l'Ouganda, le Rwanda, l'Éthiopie, le Soudan et qui voulaient même prendre le Burundi.

Dieu qui a créé le ciel et la terre, nous t'invoquons. Tu as la puissance et le pouvoir. Tout le pouvoir vient de toi. Oh mon père ! Nous n'avons pas de dawa [« médicament » en kiswahili, désigne chez les Maï maï les fétiches qu'ils portent ou bien les substances qu'ils consomment NDLR]. Notre dawa c'est toi !

Donne-nous un cœur de soldat. Donne-nous la pierre pour abattre Goliath. On ne peut pas immédiatement reconnaître l'ennemi, mais donne nous la force de le combattre.

On veut libérer Burari. On veut libérer Walungu. On veut libérer Bukavu. On veut libérer Goma jusqu'à Bunagana. Qu'on remette ce pays dans les mains des Congolais.

Oh dieu ! Défends notre gouvernement.

Oh dieu ! Défends nos autorités.

Oh dieu ! Il faut éliminer les traîtres. Neutralise tous les ennemis qui veulent nous manipuler.

Oh dieu qui a créé le ciel et la terre ! Que le lion mange les ennemis qui vont piétiner sur cette terre !

Uvira dans la tourmente

Le 1er septembre 2025, le général Olivier Gasita arrive à Uvira le président l'a nommé comme chargé du renseignement militaire sur place. Problème, Olivier Gasita est issu de la communauté Banyamulenge. Le 2 septembre les Wazalendo

bloquent les routes, érigent des barrières et déclarent quatre jours d'opération ville morte.

Depuis un barrage, James Bitolo s'exprime le premier. « Nous on ne veut aucun Rwandais ici. [...] Nous avons bloqué la route pour que le commandant du secteur nous livre ce général Gasita. Je ne vais pas le tuer tout de suite. On va le renvoyer là d'où il vient. [...] Il n'y aura aucune activité dans la ville d'Uvira, ni aujourd'hui, ni demain, ni après-demain, tant que je ne l'aurais pas vu. Il n'y aura pas de paix », menace le milicien pour qui « ceux qui causent tous nos problèmes sont les Tutsi. Ils se font appeler les Banyamulenge, mais ce sont des Rwandais ».

Le lendemain, alors que le blocage continue, c'est le chef Maiï maiï René Itongwa qui s'exprime. « On est contre Gasita, car son état d'esprit est celui d'un M23. Gasita est comme un M23. C'est pourquoi on est contre. [...] Depuis hier nos hommes ont attendu toute la nuit pour que l'on puisse le ramener à la frontière. [...] On veut le voir traverser et partir. Quand ce sera confirmé, les activités pourront reprendre ». Puis vient le tour du chef local de Biloze Bishamuke, John Makanaki Kasimbira de diffuser sa propre déclaration face caméra. « Ici à Uvira, on ne veut aucun étranger. Tout commandant qu'on nous enverrait et qui n'aurait pas le visage d'un Congolais, on n'en voudra pas. Ces commandants ont leurs secrets entre eux et on n'accepte pas ça ici. S'ils nous envoient une face de Rwandais, les choses vont vraiment très mal se passer », menace-t-il.

Le 5 septembre 2025, une réunion est organisée avec les autorités pour tenter de dénouer la situation. Le chef maiï maiï William Yakutumba prends la parole et appuie le mouvement. « Tous les Wazalendo ont pris les armes pour combattre l'ennemi. Leur mission c'est de libérer le pays. Entre-temps, ce que nous ne voulons pas, c'est que parmi nous, il y ait des gens qui vendent le pays », entame-t-il, suscitant un tonnerre d'applaudissements. « À Bukavu, certaines autorités ont vendu la ville. Et jusqu'à aujourd'hui, elles sont toujours en place à Kinshasa. Ces gens arrivent à Uvira. Et ils veulent diriger la ville. Nous les Wazalendo avons décidé que l'homme qui a été envoyé, nous n'en voulons pas ici. On n'en veut pas ! »

Le 6 septembre, le porte-parole de l'armée congolaise tente maladroitement de se dissocier des miliciens. « Si on collabore avec les Wazalendo, ça ne veut pas dire que c'est nous qui gérons

les Wazalendo », affirme-t-il au cours d'une conférence de presse, admettant par-là l'impuissance de Kinshasa à maîtriser ces milices, légalisées par décret présidentiel et encadré officiellement par l'armée régulière. Deux semaines auparavant, le même officier avait pourtant légitimé et appuyé des assertions conspirationnistes et racistes proférées par des Wazalendo de la province voisine du Nord-Kivu **comme l'avait relaté African Facts**. Mais à Uvira, la situation échappe à tout contrôle.

La paralysie de la ville va se poursuivre dans les jours suivants. La dimension raciste de la mobilisation des Wazalendo, soutenus par des organisations de la société civile, va apparaître au grand jour. Ainsi, un blocage de l'accès à l'eau est arbitrairement infligé à la communauté Banyamulenge. *« C'était dans le quartier Kabindula. À partir du 4 septembre, ils ont refusé le droit aux Banyamulenge de puiser de l'eau pendant au moins 5 jours, jusqu'au 11. Ils leur ont dit qu'ils n'avaient qu'à aller la puiser au Rwanda. C'était une situation extrêmement difficile »*, expose Muyoboke Ntabaye. Cette injustice suscite une protestation du ministre de l'Intérieur de la province le 7 septembre. Celle-ci demeure lettre morte. La communauté Banyamulenge rapporte également plusieurs cas d'enlèvements et de disparitions.

Les Wazalendo annoncent pour leur part une nouvelle opération ville morte qui débute le lundi 8 septembre. Le 9 septembre, une grande manifestation est organisée à Uvira durant laquelle les FARDC tirent dans la foule et tuent au moins cinq personnes. Le 10 septembre la nouvelle tombe, Gasita n'est plus à Uvira. Les miliciens ont fait plier Kinshasa.

Ultimatum macabre

Mais le départ du général Gasita ne suffit pas aux Wazalendo. Galvanisés par leur victoire politique, certains souhaitent aller plus loin. *« Il y a beaucoup de Gasita à Uvira. Son départ ne règle pas le problème. La solution c'est le départ de tous les Tutsi de la ville. Nous ne voulons aucun Tutsi dans Uvira. Tous les Tutsi doivent partir. Nous lançons l'opération « Retour des Tutsi au Rwanda ». [...] Virer Gasita n'était que le début. Il y en a beaucoup d'autres »*, affirme un homme en swahili dans un

message audio. Il assure également détenir des « listes » de personnes qu'il désigne comme « complices » des « ennemis ». Il donne dix jours aux Tutsi pour quitter la ville. African Facts a pu remonter jusqu'à la toute première diffusion de ce message dans un groupe Whatsapp qui réunit des miliciens Wazalendo.

« Si vous êtes Tanzanien, munissez-vous de document, parce que nous savons qu'il y a des Tutsi parmi les Tanzanien. Je demande aussi aux Maï maï d'arrêter tous les Maasai qui vendent des sandales et de les amener à notre quartier général pour contrôle, jusqu'à ce que nous sachions où ils vivent. Ce sont aussi des infiltrés », accuse le milicien. Au cours des dernières semaines, les services de renseignements congolais ont initié une vaste opération de traques et d'internement des Maasaï dans les provinces du Nord Kivu et d'Ituri. Elles ont débouché sur des actes tortures de la part des militaires et le lynchage d'un jeune homme, brûlé vif par des Wazalendo. African Facts [a enquêté sur ces sinistres événements](#).

Le message du 10 septembre suscite l'effroi. Le projet exposé sans filtres ni circonlocution par le milicien s'avère pourtant être l'aboutissement paroxystique, mais inéluctable, de la culture raciste qui structure la majorité des milices Wazalendo. S'il advenait que les promoteurs de cette pensée achèvent d'asseoir son hégémonie, ce que verbalise le milicien ne serait dès lors que son terrible prolongement logique.

Ce discours n'a pas été contredit par les autres Wazalendo auxquels son auteur l'a soumis. La menace va-t-elle pour autant être mise à exécution à l'issue du délai énoncé ? Impossible de répondre avec certitude. Mais force est de constater que les persécutions à l'égard des personnes identifiées comme Tutsi par leurs bourreaux s'intensifient et s'aggravent depuis plusieurs années. Plusieurs chefs Wazalendo de la région ont par ailleurs proféré des propos similaires à visage découvert au cours des derniers mois.

À Uvira, la situation demeure inflammable. La défiance des Wazalendo à l'égard des militaires ne semble pas retomber. Dans son message, le milicien s'adresse à eux. « Nous savons que vous êtes infiltrés par les Tutsi. Tous ces Tutsi, assurez-vous de les envoyer loin. Nous n'en voulons pas dans les régions

d'Uvira ou de Fizi », assène-t-il. À l'entendre, l'affrontement pourrait redémarrer à tout moment : « Les Wazalendo ne doivent pas être naïfs et croire que c'est terminé. Les militaires préparent une grande action contre nous. Kinshasa veut nous désarmer. Vous devez garder le doigt sur la gâchette. Au moindre mouvement suspect, tuez le militaire ! »

Militaires et miliciens se seraient néanmoins entendus et auraient agi ensemble hier matin pour intervenir dans le quartier de Nyabianda. « Les militaires, les maï maï et des personnes en tenue de policiers ont commencé le bouclage à 5h00 et cela a duré jusqu'à 13h00. Beaucoup de membres de notre communauté, plus de quinze personnes, ont été arrêtées sans motif valable. Certaines personnes ont été amenées dans les cachots des milices Wazalendo au lieu des bâtiments gouvernementaux. Beaucoup de biens de valeurs ont été volés », rapporte Muyoboke Ntabaye auprès d'African Facts. « Jusqu'à cette heure, les Banyamulenge sont déçus par cette vie qu'ils ont chaque jour. Les membres de la communauté sont très inquiets, beaucoup sont traumatisés à force d'être arrêtés et persécutés sans motif », se désole-t-il.

par Ethan Lumoo Buuma avec notre correspondant a Uvira
20/09/2025 | Fact-checking

Une nouvelle source d'informations fiables

Sur le continent africain, de nombreux conflits sont aujourd'hui mal compris en raison du manque, voire parfois de l'absence de sources d'informations indépendantes, factuelles et facilement accessibles. Cette carence informationnelle constitue à nos yeux un vide inquiétant et dangereux qui permet aux narrations fallacieuses, aux chiffres fantaisistes, aux fausses nouvelles et aux discours de haine de prospérer. C'est ce vide propice à la désinformation qu'African Facts se donne pour mission de combler.